

Unité départementale de l'Aube et de la Haute-Marne
1 boulevard Jules Guesde
CS 70377
10026 Troyes

Troyes, le 24/09/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/09/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CARREFOUR

Centre Commercial Carrefour
Avenue de l'Île Germaine
10120 Saint-André-Les-Vergers

Références :
Code AIOT : 0005702267

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/09/2024 dans l'établissement CARREFOUR implanté Centre Commercial Carrefour Avenue de l'Île Germaine 10120 Saint-André-Les-Vergers. L'inspection a été annoncée le 09/07/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Lors de la visite d'inspection du 19 février 2024, il avait été constaté que la société CARREFOUR à Saint-André-Les-Vergers n'avait pas mis en place de détecteurs de fuite pour ses équipements de froid contenant des gaz à effet de serre fluorés dans des quantités supérieures ou égales à 500 tonnes équivalent CO₂.

L'objet de la visite de contrôle objet du présent rapport était de constater la mise en place effective de ces équipements.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARREFOUR
- Centre Commercial Carrefour Avenue de l'Île Germaine 10120 Saint-André-Les-Vergers
- Code AIOT : 0005702267
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les installations contrôlées sont les installations de froid du magasin CARREFOUR à Saint-André-les-Vergers

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Système de détection de fuites	Règlement européen du 16/04/2014, article 5	Sans objet
2	Mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 06/05/2024, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les installations de froid du magasin CARREFOUR à Saint-André-les-Vergers ont été mises en conformité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Système de détection de fuites

Référence réglementaire : Règlement européen du 16/04/2014, article 5
Thème(s) : Produits chimiques, Prévention des fuites de fluides frigorigènes
Prescription contrôlée : 1. Les exploitants des équipements énumérés à l'article 4, paragraphe 2, points a) à d), et contenant des gaz à effet de serre fluorés dans des quantités supérieures ou égales à 500 tonnes équivalent CO2 veillent à ce que ces équipements soient dotés d'un système de détection de fuites permettant d'alerter, en cas de fuite, l'exploitant ou une société assurant l'entretien. [...]
Constats : Cette prescription fait l'objet d'une mise en demeure par arrêté préfectoral du 6 mai 2024. Lors de la visite d'inspection objet du présent rapport, l'inspection des installations classées a constaté que les deux centrales de 980 tonnes équivalent CO2 chacune sont désormais dotées d'un système de détection de fuites, avec un report d'alarme. En cas de fuite, l'alarme arrive au "PC sécurité" avec présence humaine 24/24 7/7. A la demande de l'inspection des installations classées, l'exploitant a rédigé une procédure pour que le personnel du "PC sécurité" ait connaissance de la marche à suivre en cas de fuite de produit (appel du prestataire externe en charge des équipements de froid).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Mise en demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 06/05/2024, article 1
Thème(s) : Produits chimiques, Mise en demeure
Prescription contrôlée : La société CARREFOUR est mise en demeure, pour les installations qu'elle exploite Avenue de l'Île Germaine - 10120 SAINT-ANDRE-LES-VERGERS, de respecter dans un délai de trois mois, les dispositions prévues à l'article 5 du règlement (UE) N° 517/2014 du parlement européen et du conseil du 16 avril 2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés
Constats : Les deux équipements contenant des gaz à effet de serre fluorés dans des quantités supérieures ou égales à 500 tonnes équivalent CO2 sont désormais dotés d'un système de détection de fuites (cf constat précédent)
Type de suites proposées : Sans suite